



EDITORIAL

Un pays en chantier

Le Ministère de la Production, de l'Environnement, de l'Énergie, de l'Industrie et de l'Artisanat est comme chacun le sait, œuvre dans la plupart des domaines prioritaires à la vie de tous les jours de nos compatriotes. C'est dans ce cadre que le Ministre de la Production, Abdou Nassur Madi ne ménage pas ses efforts, en intervenant dans les différents médias pour exposer les mesures, à court et long terme, prises par les autorités comoriennes pour répondre à la crise énergétique, qui frappe dans le pays depuis plusieurs années.

Selon lui, il y a plusieurs niveaux de responsabilités. A ce titre, il convient d'éclairer, sans jeu de mots, la population qui doit être prête à payer les factures et lutter contre la fraude de l'électricité. Sur la question de l'eau, les autorités sont conscientes des inconvénients générés par les différents travaux en cours, mais ces derniers constituent cependant un mal nécessaire dont il convient d'atténuer les effets en travaillant vite et bien.

En montant au créneau pour expliquer les vastes chantiers initiés par le Chef de l'Etat et qui visent à asseoir une durabilité dans les domaines de l'Énergie et de l'eau, le Ministre a affirmé que l'inertie observée pendant des décennies dans ces secteurs n'est plus de mise. C'est dans cette optique que travaille le gouvernement pour léguer aux prochaines générations, des infrastructures dignes de ce nom.

La rédaction

Energies renouvelables Une opportunité pour l'avenir



Salle de conférences du Pnud

Les autorités comoriennes et le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) ont organisé, à la Maison des Nations unies à Hamramba, une conférence de presse conjointe sur l'initiative de développement de la géothermie aux Comores. Le ministre de l'Énergie, Abdou Nassur Madi, et le représentant résident du Pnud, Douglas C. Coutts, ont présenté le projet, les différentes étapes franchies jusqu'aujourd'hui et les perspectives.

Voir page 4

Les Comores ont célébré jeudi 16 octobre la 69^{ème} journée mondiale de l'alimentation sous l'égide de l'organisation mondiale pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Célébrée au centre rural de développement économique (CDRE) à Séréhini-Bambao, cette journée a depuis été célébrée dans le but de sensibiliser le public et les dirigeants sur les questions de la pauvreté et la faim.

Voir page 2

Le Secrétaire Général du Ministère de la Production à Al-Watwan

Voir page 5

Le secrétaire général du ministère de la production, Saïd Youssouf Mohamed, a rendu visite au journal «Al-watwan», le jeudi 30 octobre, une journée après l'appel à la contestation contre les pénuries d'eau et d'électricité dans le pays lancé sur l'ensemble de l'île de Ngazidja par de nombreuses organisations de la société civile et du secteur privé comorien, pour exposer les mesures, à court et long terme, prises par les autorités comoriennes pour répondre à la crise énergétique, qui paralyse le pays depuis plusieurs années.

Voir page 5

Signature d'un protocole d'Accord sur l'apurement de la dette du secteur de la vanille

L'évènement, présidée par le chef de l'État entouré de l'ensemble de son gouvernement, a enregistré la présence de plusieurs autorités étatiques, représentants des organismes internationaux et partenaires au développement des Comores, mais aussi des membres des organisations agricoles et de la notabilité du pays, entre autres.

Voir dernière page

Le ministre de la Production Abdou Nassur Madi, accompagné de l'équipe du projet "Renforcement des capacités d'adaptation et de résilience du secteur agricole aux changements climatiques aux Comores (CRCCA)" a visité le chantier pour la construction du Centre Rural de Développement Économique (CRDE) de Hamalingo (Diboini).

Dans le cadre de ce projet, il est prévu dans cette zone dite de Hamalingo la construction du Centre Rural de Développement Economique, l'installation de parcelles de démonstration et champs écoles (nouvelles techniques de production agricoles et élevage) et enfin l'appui conseil aux producteurs pour des bonnes pratiques agricoles et d'élevages résilients aux changements climatiques.

Pour rappel, l'Union des Comores figure sur la liste des pays les moins avancés (PMA) avec l'un des indices de développement humain les plus faibles du monde. Son économie dépend largement de l'agriculture, pour la sécurité alimentaire, la dimi-

nuton de la pauvreté et pour l'ensemble de l'économie du pays. Il convient de noter que ce projet a été conçu pour correspondre avec les priorités et les stratégies nationales, il est également en cohérence avec les stratégies et principes d'action du Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) et du Fonds pour les Pays les Moins Avancés correspondants, s'appuyant sur les bases existantes et des projets à visée de développement, afin d'augmenter la capacité d'adaptation au changement climatique du secteur agricole. Le ministre avait tenu à se rendre compte de visu de l'état d'avancement des travaux et la communauté présente lors de son arrivée a salué la volonté du gouvernement de répondre aux

besoins des habitants des zones rurales. Le coordinateur du projet M. Youssoufa Mohamed (Belou) a profité de cette visite pour approfondir ses contacts avec les responsables locaux et les sensibiliser pour qu'ils deviennent des parties prenantes à part entière. La pertinence de ce projet vient du fait que le changement et la

variabilité climatiques présentent un certain nombre de risques pour le secteur agricole d'autant plus que les systèmes et techniques de production actuels exacerbent cette vulnérabilité. Ceci entraîne une augmentation de l'insécurité alimentaire, une dégradation de l'environnement et des risques accrus de pauvreté.



69ème journée mondiale de l'alimentation

Les Comores ont célébré jeudi 16 octobre la 69ème journée mondiale de l'alimentation sous l'égide de l'organisation mondiale pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Célébrée au centre rural de développement économique (CDRE) à Séréhini-Bambao, cette journée a depuis été célébrée dans le but de sensibiliser le public et les dirigeants sur les questions de la pauvreté et la faim.

La sécurité alimentaire est devenue cause de préoccupation pour les organisations internationales dont la FAO. La Journée mondiale de l'alimentation célébrée chaque année dans le monde a été placée cette année, sous le thème de l'agriculture familial : « Nourrir le monde, préserver la planète ».

Dans le discours lu à cet occasion, le directeur de la FAO, la principale entité de cette journée, a déclaré que « la journée de cette année rend hommage, entre

autres, à la contribution qu'apportent les agriculteurs familiaux à la sécurité alimentaire et au développement durable », avant d'insister que « les agriculteurs nourrissent le monde et prennent soin de la terre ». Le maire de Bambao yamboini a plaidé dans son mot de bienvenue auprès du gouvernement, du gouvernorat et des différents partenaires, pour une bonne sécurisation de sa région pour une meilleure agriculture. Ce plaidoyer va dans le sens de l'aménagement des routes et de l'accès à l'eau. « Notre zone a été

enregistrée parmi les zones agricoles, aujourd'hui nous sommes les plus souffrants dans ce secteur à cause de la poussière provenant de nos routes qui sont détruites et du manque d'eau », se plaint le maire de Bambao yamboini.

« Nos agriculteurs méritent nos encouragements et nos appuis continus pour que le pays puisse relever le défi de la lutte contre la faim et la pauvreté », montre Soilihi Mohamed commissaire des finances et représentant du gouvernorat. Quant au ministre de la production, Abdou Nassur, il reste aussi convaincu de l'urgence de cet appui aux agriculteurs. Seulement il est inquiet sur le fait que l'agriculture comorienne reste encore une affaire de vieux.



Le ministre Abdou Nassur Madi

Raison pour laquelle, il a appelé tous les jeunes comoriens à observer l'agriculture dans un autre angle. « L'agriculture est un noble travail tout comme aux Hydrocarbures, à la Mamwé, à la Douane et autres institutions ou sociétés d'Etat, alors que les jeunes ne le considèrent pas », déclare le ministre de la production.



Le Représentant Résident du Pnud

Politique et économie d'énergie : une formation régionale

La formation régionale en politique et économie de l'énergie a été ouverte lundi 13 octobre à l'hôtel Itsandra, en présence de plusieurs personnalités, notamment le ministre de l'Énergie, le directeur générale l'Énergie. Encadrée par des experts de l'Institut de la francophonie pour le développement durable (Ifdd) et de l'Enda Énergie, elle durera douze jours et enregistre la participation de plusieurs techniciens du secteur de l'énergie, issus des pays de la région de l'Océan indien et de l'Afrique de l'est, mais aussi de certains pays comme le Sénégal.

Selon Salah-Eddine Saïd Ahmed, il faut partager leur réflexions et expériences pour «réinventer notre avenir énergétique». «Le principal objet de cette formation est de doter

ces acteurs des outils dont ils ont besoin pour construire ces politiques et en assurer une mise en oeuvre réussie», a-t-il indiqué.

«Nous sommes ici pour parler de la politique et l'économie de l'énergie dans un monde globalisé où bon nombre de solutions se doivent d'être transversales et imposables à tous», a affirmé le directeur général de l'énergie, des mines et de l'eau. Ce rendez-vous de grands spécialistes de l'énergie serait à point nommé pour les Comores dans une crise énergétique qui plombe toute initiative de développement durable.

«Je vous exhorte dans vos travaux à faire des Comores une priorité, et sa situation de l'énergie en cas pratique dans lequel des solutions pérennes et financières supportables seront envisagées», soutenait Salah-

Eddine Saïd Ahmed, convaincu de la qualité des experts internationaux et de l'ensemble de tous les participants.

Pour le ministre Abdou Nassur Madi, qui n'a pas manqué de remercier l'Ifdd pour avoir initié et organisé cette formation de haut niveau, l'accès à l'énergie est indispensable pour la transformation socio-économique dans la plupart des pays en développement et les changements climatiques représentent une menace sérieuse surtout à l'égard des Petits Etats insulaires en développement.

«En raison de l'étroitesse du marché et de leur isolement géographique, les Peid ainsi que les politiques énergétiques qu'ils adoptent sont confrontés à d'énormes difficultés spécifiques liées, notamment au coût de l'énergie et à la limitation des ressources naturelles», a rappelé le ministre de l'Énergie.



Photo de famille



LA COMMISSION DE L'OCEAN INDIEN RENFORCE SES ACTIONS POUR LA GESTION DE LA BIODIVERSITE DANS LA REGION

La Commission de l'Océan Indien a accueilli le jeudi 20 novembre à l'hôtel Voilà de Bagatelle (Maurice) plus d'une trentaine de cadres des administrations et de spécialistes provenant des sept pays participants au projet Biodiversité de la COI, pour la première rencontre du Comité de pilotage du projet. Les participants étaient issus des administrations en charge de la biodiversité, des institutions de recherche et du monde académique.

Le projet Biodiversité de la COI, financé par L'Union européenne à hauteur de 15million d'euros, regroupe les pays membres de la COI ainsi que deux pays côtiers d'Afrique de l'Est, le Kenya et la Tanzanie. Le Comité de pilotage a pour rôle de guider et de confirmer les orientations techniques du projet. A l'ouverture de



ce Comité, les intervenants ont rappelé l'importance de se conformer aux objectifs de Aichi pour la biodiversité, notamment l'objectif stratégique B: Réduire les pressions directes exercées sur la diversité biologique et encourager l'utilisation durable. Ils ont souligné l'implication historique de la COI sur les thèmes de l'environnement, du développement durable et de la gestion des ressources naturelles, la nécessité d'en tirer des leçons et de bâtir sur les acquis des pro-

jets précédents.

Le Comité de Pilotage a pris connaissance des travaux du comité technique qui l'a précédé. Parmi les sujets abordés, le renforcement du cadre institutionnel, légal et juridique régional a fait l'objet de discussions approfondies, notamment au vu de l'entrée en vigueur du protocole de Nagoya. Les pays ont exprimé le besoin de renforcement des capacités en vue de la mise en oeuvre de ce protocole portant

sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation, un enjeu majeur pour la région. Les participants ont également validé le programme visant à évaluer la valeur économique des écosystèmes et de la biodiversité, afin de pouvoir incorporer ce « capital naturel » dans les stratégies nationales de développement.

Comité de rédaction
MAVUNA
H. Abdérémane
Ahmed Youssouf
Mohamed Abdoulatif
Photos
 H. Abdérémane
 Ahamada Avouka
 Crédits Alwatan
Réalisation :
Cellule Communication
MPEEIA
 Email
 vpmavuna@gmail.com

Projet d'énergies propres : Des précisions sur le projet de la géothermie

Les autorités comoriennes et le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) ont organisé, hier à la Maison des Nations unies à Hamramba, une conférence de presse conjointe sur l'initiative de développement de la géothermie aux Comores. Le ministre de l'Énergie, Abdou Nassur Madi, et le représentant résident du Pnud, Douglas C. Coutts, ont présenté le projet, les différentes étapes franchies jusqu' alors et les perspectives.

«Avec une délégation conduite par le chef de l'Etat comorien, nous nous sommes rendus récemment en Nouvelle Zélande où la géothermie est bien exploitée. Nous avons ainsi visité les installations de ce pays et avons vu l'opportunité de faire de même ici aux Comores», a expliqué le représentant du Pnud à Moroni.

En effet, en marge du dernier sommet à Samoa sur l'avenir des Petits Etats insulaires en développement, les Comores étaient invitées en Nouvelle Zélande qui s'était proposé à présenter ses centrales géométriques. Les autorités comoriennes ont, par la suite, acté un accord de principe avec ce pays du Pacifique et le Pnud portant sur l'exploitation en énergie géothermique du vol-

can actif Karthala, qui culmine à 2.361 mètres d'altitude.

Ce début de coopération a été amorcé à la fin de la dernière Assemblée générale annuelle des Nations Unies. «Nous cherchons à trouver une solution durable. La géothermie est une source d'énergie nouvelle et durable. L'accord de partenariat tripartite, signé le 23 septembre à New



York, fait qu'à la fin octobre, une mission sera à Moroni pour une étude de surface, une des trois étapes nécessaires à la réalisation de ce projet», a annoncé le ministre Abdou Nassur Madi.

«C'est une mission de trois semaines dont deux au Karthala. Une trentaine de personnes doit être mobilisée pour la logistique. Il faut quatre allers-retours entre le terrain et les laboratoires pour l'étude de surface, estimée à mai 2015. Nous devons localiser les zones où la température atteint

est très élevée, plus de 200°C», a expliqué Naoildine Houmadi du Bureau géologique des Comores (Bgc).

Selon Saïd Youssouf Mbéchézi, assistant au représentant du Pnud, «les recommandations du colloque de 2008 sur le Karthala ne sont pas restées lettres mortes... Le Pnud a travaillé dès le début pour la mobilisation de

ressources. Il y a eu ainsi une campagne de levée de fonds, l'avis-conseil au gouvernement comorien. L'agence s'est également positionnée dans le financement avec les fonds du Gef que le gouvernement a déjà sollicité».

L'initiative de développement de la géothermie aux Comores aurait un coût évalué à 65 millions de dollars. «Nous évoluons progressivement et sommes déjà à la recherche du financement des forages, la deuxième étape.

La dimension formation est aussi inscrite dans la conception du projet», a confié le chef du Bgc.

«C'est un projet de six ans... ce qui fait qu'on a dû trouver des interventions alternatives pour pallier au manque d'électricité (solaire, hydraulique, fuel lourd...). On ne peut pas dire qu'on ne mesure pas le désagrément que connaissent les Comoriens en terme d'énergie», a soutenu Abdou Nassur Madi.

L'Union africaine (Ua) est aussi disposée à aider financièrement à la réalisation du projet. Le chef de la division Énergie à l'Ua, en visite aux Comores en septembre dernier, a montré que son département financerait à hauteur de 40% l'étude de surface, 20% pour l'installation des infrastructures... Après forage, le financement s'élèverait à 30%.

La Banque africaine de développement est aussi en train de préparer un ambitieux programme de développement de la géothermie pour l'Afrique, en se fondant sur son expérience kényane. «Ce ne sera pas la fin des coupures d'électricité tout de suite, mais ce projet évolue dans le bon sens. En plus, il y a d'autres grands projets sur le Karthala comme le parc national», a précisé Douglas C. Coutts...

Adaptation aux changements climatiques : Prendre en compte les secteurs de développement

L'atelier de réflexions pour l'élaboration d'un Plan national d'adaptation aux changements climatiques (Pan) a clôturé ses travaux au Retaj-Moroni au bout de trois jours de travail.

Les Comores sont, en effet, confrontées, comme tant d'autres pays aux problèmes du réchauffement climatique, un phénomène qui se fait sentir plus particulièrement dans les îles et les petits Etats insulaires. Le ministère de l'Environnement a initié ce processus afin d'avoir un Pan qui «prend en compte les changements climatiques dans les différents secteurs de développement».

Pendant les trois jours, il a été élaboré un plan de travail qui a consisté à voir les directives rédigées par le Leg, cet organe institué par la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques pour appuyer les Pays les moins avancés à élaborer les Pan.

Quatre composantes ont été étudiées au cours de ces travaux. La première consistait à étudier les démarches et la planification à entreprendre pour l'élaboration des plans nationaux d'adaptation aux changements climatiques, pendant que la seconde consistait à vérifier l'information climatique au niveau national et les

institutions qui existent et qui gèrent l'information climatique. «A travers cette composante, on a constaté que le pays disposait de plusieurs stations météorologiques et climatiques financées par les projets adaptation aux changements climatiques en eau et celui de l'agriculture», a indiqué le directeur général de l'environnement, Ismaël Bachirou.

La stratégie à entreprendre pour la mise en oeuvre du Pan a été également examinée. Tout comme a été étudiée la possibilité d'insérer ou de produire un document complémentaire avec la Scadd qui est en train d'être validée cette année. Le dernier point consistait à examiner les outils

de suivi évaluation du Pan une fois mis en oeuvre. «Ce sont ces composantes qui vont constituer le Pan», insistera Ismaël Bachirou.

«On avait le Pana, le programme national d'adaptation aux changements climatiques. La différence entre le Pana élaboré en 2006 et le Pan dont nous sommes en train de lancer le processus, c'est que le premier était un programme qui a consisté à résoudre des problèmes urgents, à court terme, pendant que le Pan est un programme qui traite les questions d'adaptation à moyen et long terme», a-t-il précisé.

Le secrétaire général à Al-Watwan

Le secrétaire général du ministère de la production, Saïd Youssouf Mohamed, a rendu visite au journal «Al-watwan», le jeudi 30 octobre, une journée après l'appel à la contestation contre les pénuries d'eau et d'électricité dans le pays lancé sur l'ensemble de l'île de Ngazidja par de nombreuses organisations de la société civile et du secteur privé comorien, pour exposer les mesures, à court et long terme, prises par les autorités comoriennes pour répondre à la crise énergétique, qui paralyse le pays depuis plusieurs années.

Pour Saïd Youssouf Mohamed, il y a des niveaux de responsabi-



tés. A commencer par la société Ma-mwe, qui doit envisager un assainissement et une gestion saine et rigoureuse au niveau de son personnel, de ses finances et des mœurs en son sein. Selon lui la population aussi doit être prête à payer les factures et lutter contre la fraude de l'électricité au niveau de nos communautés. Pour lui, la solution n'est pas que technique et financière, elle est beaucoup plus humaine.

Pour ce qui est de la responsabilité du gouvernement, le secrétaire général du ministère de la production nous a présentés une série de mesures urgentes prises par les autorités comoriennes. Parmi lesquelles, l'arrivée prochaine, depuis l'île de Madagascar d'une équipe technique du groupe Caterpillar pour la révision des groupes électrogène de Ma-mwe à Vwadju. Également, des révisions qui vont

être menées par les équipes chinoises au niveau des groupes offerts par la République populaire de Chine.

Et L'Union des Comores a négocié une enveloppe de 480 millions de francs avec la Banque africaine de développement pour l'achat du gazole au profit de Ma-mwe. Et cet argent est versé directement à la société des Hydrocarbures, le fournisseur de la Mamwe».

Dans le moyen terme, le secrétaire général du ministère de la production a annoncé la tenue d'ici deux semaines des assises sur les Énergies, où seront invités tous les acteurs socio-économiques. Toujours dans les solu-

tions intermédiaires, le secrétaire général a fait savoir qu'un contrat a été signé avec une société chinoise pour la mise en place d'un parc photovoltaïque solaire d'une puissance de 1 mégawatt pour l'alimentation en électricité de toute la région de Wachili. «D'ailleurs, des lois sont votées pour détaxer les équipements et les matériels relatifs aux énergies renouvelables. Un geste pour accompagner la population», a-t-il expliqué.

Il n'a pas manqué d'évoquer le projet de la centrale à fuel lourd d'une puissance de 18 mégawatts. En effet, le gouvernement comorien a négocié avec le gouvernement indien un prêt de 15 milliards de francs, soit 41 millions de dollars, pour la construction d'une centrale à fuel lourd dans l'île de Ngazidja. «C'est un projet de 18 mois. C'est la société indienne Oia

(Overseas Infrastructure Alliance) qui a été sélectionnée pour mener à terme ce projet.

Le gouvernement a déjà acheminé les documents du contrat à l'Exim Bank Inde, et nous attendons un avis de non objection de la banque, d'où seront acheminés les fonds. Une fois cet avis reçu, les travaux peuvent commencer. Nous souhaitons que ces travaux commencent dès le mois de janvier prochain», a-t-il soutenu.

Des projets pour électrifier à partir du solaire et de l'énergie hydraulique sont en cours dans l'île de Mwali et Ndzuanu.

Pour atteindre dans le long terme la sécurité énergétique tant recherchée, les autorités comoriennes misent sur la géothermie : «le chef de l'État a signé, à Washington, une convention de partenariat avec la Nouvelle-Zélande, qui est prête à nous accompagner techniquement et financièrement, sous les auspices du Pnud. Une équipe nouvelle-zélandaise est déjà sur place au Karthala pour voir ce qui est faisable». Et ce n'est pas tout, «l'Union africaine nous accompagne pour la faisabilité des études.

Et une partie de ces études est déjà engagée. Le ministre comorien de la production, revenu samedi dernier d'Arusha pour un sommet consacré à la géothermie, a rencontré ses homologues allemands et islandais qui se sont montrés disponibles pour contribuer à la réussite du projet de géothermie aux Comores». Et l'eau dans tout cela ? Sur ce point Saïd Youssouf Mohamed soutient qu'une vaste opération de modernisation des infrastruc-



Saïd Youssouf Mohamed

tures d'adduction d'eau est en cours. Il s'agit d'infrastructures datant des années 60, dont la perte d'eau engendrée par ces équipements vétustes est évaluée de l'ordre de 70% de la source jusqu'à sa consommation. «Le gouvernement a donc négocié et bénéficié des fonds du Fonds mondial pour la protection de l'environnement et puis des fonds de la Banque africaine de développement pour mener ce chantier. A Mbeni, par exemple, nous avons un gros chantier d'adduction d'eau en cours d'un coût d'un peu plus d'un milliard de francs, financé par la Bad [...]. je pense que le pays est en chantier en matière d'énergie et d'eau.»



Le Ministère de la Production

Mardi 23 septembre, le président Ikililou Dhoinine s'est adressé aux dizaines de chefs d'Etat et de gouvernement représentants plus de 120 pays au Sommet sur le climat à New York. «Mon pays, l'Union des Comores, à l'instar des autres Petits Etats insulaires en développement, est confronté aux aléas des changements climatiques qui affectent notre planète». C'est en ces termes qu'il a débuté son plaidoyer pour soutenir les territoires plus vulnérables face aux effets du changement climatique.

Comme ses pairs qui se sont succédé à la tribune de l'Onu, Ikililou Dhoinine a tenté de galvaniser les énergies dans la perspective d'un grand accord international en 2015 à Paris. En évoquant le contexte national, il a démontré que depuis plus de trois décennies, l'Union des Comores vit sous la menace de la diminution progressive des précipitations, de l'augmentation de la moyenne annuelle des températures et de la fréquence et intensité des cyclones, des tempêtes tropicales, de l'élévation du niveau de l'océan et des phénomènes géophysiques fréquents. «Ces facteurs, comme tant d'autres, font des Comores, un pays fragile et vulnérable à bien des égards et exposé à des risques de catastrophes naturelles et écologiques assez importants», a ainsi déclaré le chef de l'Etat.

Il indiquera comme conséquences immédiates de ces menaces, la diminution des ressources en eau et la détérioration de la croissance agricole. Ikililou Dhoinine a insisté, en outre, que «d'autres événements encore plus douloureux sont les inondations de plus en plus fré-

quentes telles que celles survenues au mois d'avril 2012 et qui ont affecté plus de 11% de la population comorienne, avec des pertes humaines et des dégâts matériels évalués à 20 millions de dollars américains». Et du haut de la tribune de l'Onu, le président de la République a cité le rapport national sur le développement humain de 2011 faisant ressortir que «l'Union des Comores exprime une proportion de vulnérabilité de 82,1% face aux menaces liées aux changements climatiques».

Cherchant à prendre la communauté internationale à témoin de la situation dont fait face son pays, le président comorien a cité le rapport national sur le développement humain de 2011 faisant ressortir que «l'Union des Comores exprime une proportion de vulnérabilité de 82,1% face aux menaces liées aux changements climatiques».

Cependant, il n'a pas manqué de fustiger les pratiques actuelles de la population entraînant une diminution importante de la biodiversité et de ses ressources naturelles, notamment halieutiques et un tarissement de ses rivières dont plus d'une cinquantaine au cours de ces 30 der-

nières années.

En outre, le chef de l'Etat a démontré que les efforts d'adaptation aux changements climatiques et de prévention contre les catastrophes environnementales et naturelles, qui absorbent le budget de l'Etat, de façon substantielle, pèsent lourdement sur tous les programmes d'investissement public. Ainsi, plaidera-t-il devant l'assemblée : «nos îles, les Petits Etats insulaires en développement, qui font face aux menaces et aux catastrophes naturelles, méritent un traitement différencié. Leur avenir nécessite également un renforcement du partenariat tant au niveau bilatéral que multilatéral».

Il a saisi l'occasion pour louer le partenariat stratégique des Comores avec la Nouvelle-Zélande et le Pnud pour le développement des énergies renouvelables, «un partenariat dont le défi est de transformer une menace qu'est notre volcan, le Karthala, en potentiel économique considérable, par le développement de la géothermie», a dit Ikililou Dhoinine. Dans le même ordre d'idée, il a évoqué l'initiative de lancer un partenariat sous-régional entre les Etats membres de la Coi en réponse à la gestion des catastrophes, comme cela se fait depuis de nombreuses années dans les îles du Pacifique et des Caraïbes.



Le chef de l'Etat à l'Onu

Programme SmartFish aux Comores : Des inspecteurs en contrôle qualité ont été formés à Moroni

La formation de huit jours en contrôle qualité, destinée à des agents-inspecteurs de contrôle de la direction générale de la pêche, a pris fin dans l'après-midi du vendredi 5 septembre. Ouverte le 28 août, cette formation dispensée par l'experte et personne ressource du programme régional SmartFish, Ravomanana Dorothée, intéressait une quinzaine d'agents de l'Office, du laboratoire de l'Inrape, de la société de pêche Hairu et de la représentation Codex alimentaris. Celle-ci a été axée sur le système de sécurité sanitaire des produits de pêche aux Comores, notamment sur les contrôles officiels.

Cette session de formation des inspecteurs figure, selon Soifa Ahmed, parmi les priorités pour accéder à l'agrément de l'Union européenne pour l'exportation des poissons dans les pays de la région de l'Océan indien. «L'opérationnalisation effective de l'office de contrôle qualité des produits halieutiques, crée depuis 2010, est en plein concrétisation», s'est réjoui le coordinateur de l'Office, qui a annoncé que bientôt les inspecteurs bénéficieront des formations à l'extérieur par un financement de la Banque mondiale. D'après la formatrice malgache, cette formation entre dans le cadre du programme SmartFish pour renforcer les inspections

qui vont contrôler et octroyer, par la suite, des certificats d'exportation des produits de pêche à l'extérieur.

A la cérémonie de clôture de la formation, Saïd Boina, point focal du programme SmartFish aux Comores, a montré que «la formation a réussi et a permis aux inspecteurs de démontrer leurs efforts dans le domaine». Quant à Ravomanana Dorothée, elle a assuré que le programme

établi par rapport à la formation est bien achevé. «On ne devient pas inspecteur en huit jours, cependant c'est une initiation», disait-elle pour encourager les inspecteurs à ce donner davantage pour être à la hauteur de leur responsabilité. Pour la circonstance, Saïd Ahamada, assistant chargé de mission à la Coi, a annoncé prochainement l'examen du cadre politique et les procédures de contrôle de pêche.



Cérémonie de remise de bateaux dans le cadre du Projet Pêche.

« C'est toujours un réel plaisir pour moi de prendre part à de telles cérémonies qui sont l'aboutissement des efforts consentis en vue de l'amélioration

des conditions de vie de notre population. En effet, nous sommes réunis cet après-midi pour procéder au lancement du Projet pêche, un projet qui nous tient beaucoup à

cœur non seulement parce qu'il est le témoignage éloquent de l'excellence des relations qui unissent l'Union des Comores et des pays frères, mais aussi parce qu'il

va nous permettre de résorber le chômage qui affecte si durement notre pays et de contribuer à la relance de l'économie nationale.»

Extraits de l'Allocution du chef de l'Etat

Ce projet qui est l'une des retombées de la Conférence de Doha pour l'Investissement et le Développement en Union des Comores qui s'est tenue en 2010 a été réalisé en collaboration avec HAIRU FISHING, notre partenaire technique et financier venant du Sri Lanka. Je voudrais, alors, saisir cette heureuse opportunité pour exprimer nos sincères remerciements à l'endroit de Son Altesse Cheikh Tamim Ben Hamad Al Thani, Emir du Qatar, pour sa grande amitié et sa grande générosité envers notre pays. C'est cet intérêt qu'il a toujours porté pour le bien-être du peuple comorien qui a permis la réalisation de cet important projet. A tous ces honorables hauts dignitaires et frères du Qatar et d'Oman, je leur exprime, au nom de l'ensemble du peuple comorien, notre profonde gratitude et je prie Dieu le Tout Puissant pour qu'Il leur accorde santé, bonheur et longue vie. Je félicite, par ailleurs, la société HAIRU FISHING, pour avoir pu remplir son cahier de charge avec professionnalisme mais aussi les autorités comoriennes

qui ont su accompagner, au quotidien, la réalisation de ce projet ambitieux. Le projet de pêche que nous lançons aujourd'hui est une première dans notre pays et va servir de levier incontestable pour le développement de notre économie. Il est doté d'un capital de 30 millions de dollars américains et va permettre de créer plus de 4000 emplois. Pour la première fois dans son histoire, notre pays va pouvoir exporter des produits de la pêche au niveau international et donner ainsi à ce secteur si vital, un réel essor. Cette société de pêche va également favoriser le renforcement

des capacités des pêcheurs et des jeunes comoriens dans différents secteurs liés à l'industrie de la pêche. Ainsi, au moment où notre pays traverse des moments particulièrement difficiles liés notamment au chômage des jeunes, à la crise énergétique et à la crise économique, le lancement de cette société doit constituer un espoir pour des lendemains meilleurs. En effet, la concrétisation de ce projet prouve qu'avec plus d'unité, plus de solidarité et l'accompagnement de nos partenaires, nous pouvons relever les défis auxquels notre pays se trouve confronté. J'appelle enfin le secteur privé

national à se mobiliser et à se lancer dans des projets ambitieux similaires, afin de contribuer davantage à la relance de notre économie et à la lutte contre la pauvreté. Certes, la problématique de l'énergie peut retarder la réalisation de projets de développement mais elle ne doit pas constituer un frein à la prise d'initiatives, car le gouvernement met tout en œuvre pour que des solutions pérennes soient trouvées à la question de l'énergie et il a, dans ce sens, besoin du soutien et de l'accompagnement de l'ensemble des forces vives de la nation.



Transfert des comptes de la société de pêche aux actionnaires

Une délégation du Comité arabe, chargé du suivi de la conférence de Doha de mars 2010 (consacré à l'investissement et au développement aux Comores) est à Moroni depuis hier. Conduite par le vice-ministre qatari des Affaires étrangères, Mohamed Ben Abdallah Al-Rumehi, la mission est composée des actionnaires de la Société nationale de pêche et du nouvel ambassadeur du Qatar en Union des Comores. Point d'orgue de cette visite : le transfert par le Comité arabe des comptes de l'entreprise aux actionnaires.

En effet, les travaux de construc-

tion de l'usine ont avancé de façon significative : le chantier naval, l'usine de transformation, celle de mise en boîte et l'usine de fabrication de provendes,...

Aujourd'hui, des centaines de bateaux sont déjà construits (300 bateaux de 6 mètres, 36 bateaux de 9 mètres et 10 bateaux de 18 mètres). Une dizaine de petites unités de stockage sont également mises en place dans neuf localités côtières à Ngazidja (Ikoni, Itsandra, Salimani, Bangwa-Hambu, Hantsambu, Shindini, Hahaya, Djomani, Mitsamihuli).

La société travaillera en collaboration avec les coopératives des

pêcheurs de ces neuf villages. Une des retombées de ce projet est la création d'emplois. On estime à plusieurs milliers le nombre d'emplois directs et indirects. L'usine produira notamment du poisson conservé, séché, congelé et de l'huile, ainsi que de la farine de poisson qui sera vendue sous forme de provende.

Rappelons que c'est en mars 2011 à Moroni, au sortir de la première réunion de suivi de la conférence de Doha, qu'une convention a été signée entre les autorités comoriennes et le Comité arabe pour créer trois sociétés nationales afin de renforcer l'économie locale: pêche à

Ngazidja, tourisme à Mwali et produits agricoles à Ndzuani.

La société nationale de pêche est dotée d'un capital initial de 23 millions de dollars (ce capital aurait atteint 33 millions de dollars suite à un nouveau tour de table). Vingt-trois actions forment le capital de la société, soit 1 million de dollar par action. Les principaux actionnaires sont les Comores, le Qatar, Oman et des associations qataries (lire Al-watwan du 20 octobre 2014). C'est une entreprise sri-lankaise, Hairu Engineering, qui assure la construction de l'usine et sa gestion pour une période de cinq ans.

Signature d'un protocole d'Accord sur l'apurement de la dette du secteur de la vanille

La signature d'un protocole d'Accord sur l'apurement de la dette du secteur de la vanille a été organisée le jeudi 6 novembre au palais de Beït-Salam.

Trois allocutions prononcées pour la circonstance et le documentaire consacré à la crise de la filière vanille aux Comores.

Chiffres à l'appui, Aboubacar Abdoulatif alias Kadaffi a démontré que la crise de la filière vanille, qui dure depuis 2003, a beaucoup affecté l'économie nationale. A l'en croire, le chiffre

esprit, qui sont entre autres de régler la dette auprès des banques, appuyer la filière notamment en sécurisant les producteurs contre les vols et en élaborant un plan de relance de la filière.

La dette en question, estimée 1,3 milliard de nos francs, est celle qui a fait l'objet de la signature du protocole d'Accord. Le gouverneur de la Banque centrale des Comores, sollicité par le président de la République pour trouver une solution à la crise de la filière, a expliqué l'origine du problème.

de créanciers qui sont aujourd'hui notamment la Bic, les Meck et autres Sanduk. «Cette crise a provoqué l'effondrement de la production et l'endettement des opérateurs mais aussi la réduction du crédit pour la filière», a souligné Mzé Abdou Mohamed.

Le chef de l'État dira, à ce propos, que «le désendettement des intervenants est un sujet qui me tient particulièrement à cœur, car le niveau de leurs encours en suspens, constituait un poids lourd pour la reprise des activités du secteur de la vanille, une des sources de croissance de notre

recettes fiscales».

Le président Ikililou a rappelé que, sur le plan économique, «l'encours de la dette, est aujourd'hui de 1,3 milliard de fc et concerne plus de 100 professionnels du secteur, ce qui est colossal pour une filière qui n'a exporté que 1,4 milliard de fc en 2013».

Rappelant que la vanille a représenté historiquement la première source de recettes d'exportation des Comores, le chef de l'État a exhorté les Comoriens à «saisir l'opportunité de ce cadre de dialogue, pour rechercher ensemble



Cérémonie de signature, debout au centre le chef de l'Etat

d'affaires qui avait atteint un pic de 10 milliards en 2002, a dégringolé de même que le prix de la vanille comorienne, qui de 380 euros la même année se négocierait actuellement à environ 50 à 60 euros en Europe. «Le problème de la vanille est un problème national», a-t-il souligné.

Le responsable de la filière a aussi indiqué que «tout doit être mis en œuvre pour relever le défi» et parvenir à redresser la barre. Aboubacar Kadaffi a, à cet effet, rappelé les recommandations des assises de la filière, tenues l'an dernier dans cet

Selon lui, l'endettement des préparateurs et exportateurs de la vanille auprès des institutions bancaires remonte à 2003, quand la vanille se vendait aux Comores à environ 30.000 fc le kg. Mais en fin de campagne, l'offre a vertigineusement chuté au niveau mondial et le Kg se vendait à 3.000fc. Par conséquent les exportateurs et préparateurs comoriens, ayant contracté des crédits auprès des banques pour acheter cher au pays, ont été contraints de vendre à perte ou ne pas vendre du tout.

D'où leur surendettement auprès

économie».

Pour Ikililou Dhoinine, «l'État a toutes les raisons aujourd'hui de consacrer son énergie à la résolution de la crise de la filière vanille».

Ces raisons sont économiques mais aussi sociales car «cette situation a aussi détérioré la qualité du portefeuille des établissements de crédit, avec des taux de défaut de remboursement extrêmement élevés, dépassant les 80%. La plupart de ces créances sont devant les tribunaux», a-t-il dit ajoutant que «cette situation a également créé un manque à gagner pour l'État en termes de

les solutions aux problèmes de financement de notre économie». Il a, à ce propos, rendu hommage à la diaspora qui «se sacrifie» beaucoup pour le développement du pays.

«C'est grâce à eux que notre économie enregistre chaque année des ressources extérieures estimées à plus de 40 milliards de fc, soit en moyenne 25 % du Produit intérieur brut, 360 % de l'Aide publique au développement à destination des Comores, 170 % du budget de l'État, et plus de 100 % des avoirs extérieurs de la Banque centrale», a-t-il fait savoir.